

## En pleine lutte pour l'hégémonie politique avec le Fatah, le Hamas a lancé l'attaque visant, en ligne avec les intérêts iraniens, de torpiller la tentative de normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite.

*Ignacio Álvarez-Ossorio*, professeur d'Études arabes et islamiques à l'Université Complutense de Madrid et codirecteur du Groupe de recherche Complutense sur le Maghreb et le Moyen-Orient.

# HAMAS-ISRAËL : UN VOYAGE VERS NULLE PART

Le 7 octobre 2023, les Brigades Ezzedine Al Qassam, la branche armée du Hamas, ont lancé l'opération surprise « Déluge d'Al-Aqsa », qui a tué 1 200 Israéliens (selon les derniers chiffres) et en a kidnappé plus de 240. Cette attaque brutale, la plus meurtrière des 75 ans d'histoire d'Israël, a été suivie d'une offensive militaire sur la bande de Gaza qui, au 1<sup>er</sup> décembre, ils avaient déjà tué 14 800 personnes (dont près de 6 000 enfants et 4 000 femmes), selon les chiffres fournis par le bureau des médias du gouvernement de Gaza.

Selon les autorités israéliennes, l'objectif d'une telle campagne serait de détruire le Hamas et son bras armé composé d'au moins 30 000 hommes. Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement israélien cherche à détruire le Hamas. Depuis que la bande de Gaza a été considérée comme une « entité hostile » en 2007, Israël a lancé de nombreuses offensives avec des résultats mitigés : « Plomb durci » en 2008, « Pilier de défense » en 2012, « Bordure protectrice » en 2014 et « Gardien des murs » en 2021. Malgré l'imposition d'un blocus terrestre, maritime et aérien dévastateur sur la bande depuis plus de 15 ans, l'organisation islamiste a réussi à rester au gouvernement et à renforcer son appareil militaire.

La principale victime de ce combat asymétrique est la population civile de Gaza, dont les 2,4 millions d'habitants ont été enfermés dans une prison à ciel ouvert, dans le cadre d'une punition collective manifeste – un crime de guerre au regard des conventions internationales. Avant même le 7 octobre, la bande de Gaza se trouvait dans une situation humanitaire désespérée. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies,

81,5 % de la population dépendait de l'aide humanitaire, 65 % vivait en dessous du seuil de pauvreté et près de 50 % était sans emploi, tout cela étant le résultat d'une stratégie délibérée d'Israël, la puissance occupante, visant à asphyxier la bande de Gaza.

Benyamin Nétanyahou, élu pour la première fois premier ministre en 1996 dans le but de mettre fin aux Accords d'Oslo et de rétablir la sécurité après une vague d'attentats suicides, a déclaré après l'attaque d'octobre que l'armée israélienne « agira de toutes ses forces » et que « chaque membre du Hamas est un homme mort ». Depuis, ses discours sont teintés de références bibliques : « Nous sommes le peuple de la lumière, eux sont le peuple des ténèbres, et la lumière doit triompher sur les ténèbres » ou « la Bible dit qu'il y a un temps pour la paix et un temps pour la guerre. C'est le temps de la guerre ». Tout cela pour tenter de justifier l'offensive militaire disproportionnée sur les territoires occupés, décrite comme une lutte eschatologique entre le Bien et le Mal. « Il s'agit d'une guerre de la civilisation contre la barbarie. J'ai confiance et je prie pour que les nations civilisées soutiennent notre combat ».

De son côté, Yoav Gallant, le ministre de la Défense israélien, a décrété « un siège complet de la bande de Gaza. Pas d'électricité, pas de nourriture, pas de carburant. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence » et il a ordonné une offensive en trois phases. La première consistera en un bombardement aérien, visant à détruire les bases des Brigades Ezzedine Al Qassam ; la deuxième consistera en une opération terrestre visant à éliminer les combattants ;



et la troisième établira une nouvelle réalité en matière de sécurité dans la bande de Gaza.

C'est précisément l'objectif de la Doctrine Dahiya, qui vise à causer des dommages totalement disproportionnés aux ennemis d'Israël et aux lieux à partir desquels ils opèrent. Elle doit son nom à la destruction, en 2006, d'un quartier du sud de Beyrouth, bastion de l'organisation chiite Hezbollah. Comme l'a souligné à l'époque Gadi Eizenkot, chef d'État-major d'Israël et créateur de l'opération : « Ce qui est arrivé au quartier Dahiya de Beyrouth en 2006 arrivera à tous les villages qui servent de base à des tirs contre Israël. [...] Nous ferons un usage de la force disproportionné et y causerons de grands dommages et destructions. De notre point de vue, il ne s'agit pas de villages civils, mais de bases militaires. [...] Il ne s'agit pas d'une recommandation, mais d'un plan ».

Le 11 octobre, la création d'un mini-cabinet de guerre a été annoncée, qui comprendrait, outre Eizenkot lui-même, le premier ministre Nétanyahou, le ministre de la Défense Gallant et l'ancien chef d'État-major Benny Gantz, qui a dirigé les offensives de 2012 et 2014 contre la bande de Gaza. Tous les membres de ce gouvernement d'urgence se sont accordés sur l'impérieuse nécessité d'appliquer la Doctrine Dahiya contre la bande de Gaza. Dans ce cadre, l'armée israélienne a bombardé non seulement des positions militaires, mais aussi des infrastructures civiles, notamment des universités, des écoles, des hôpitaux et des camps de réfugiés.

### LE HAMAS FACE À LA NORMALISATION ISRAËLO-SAUDIENNE

Ismail Haniyeh, chef du Bureau politique du Hamas, a déclaré à la chaîne de télévision qatarie Al Jazeera que l'attaque du 7 octobre était une réponse à la politique d'annexion israélienne et à l'inaction de la communauté internationale. Il a appelé à une mobilisation générale

du monde islamique pour défendre la mosquée Al Aqsa et Jérusalem : « Gaza est le fer de lance de la Résistance et a lancé cette bataille, mais s'agissant d'une bataille qui concerne toute la terre de Palestine et Al Quds [Jérusalem] et Al Aqsa, il s'agit de la bataille de l'Oumma [communauté musulmane] tout entière. C'est pourquoi j'appelle tous les enfants de cette Oumma, où qu'ils soient dans le monde, à se joindre, chacun à sa manière, à cette bataille, sans tarder. »

Ces déclarations semblaient être un message clair à l'Arabie saoudite, qui est le porte-drapeau de l'Organisation de la coopération islamique et qui abrite également les lieux saints de La Mecque et de Médine, et qui joue donc un rôle central dans les sphères arabe et islamique. Ces dernières années, les États-Unis ont déployé des efforts titanesques pour amener les grandes monarchies du Golfe à normaliser leurs relations avec Israël. L'administration Trump a réussi à amener les Émirats arabes unis et Bahreïn, ainsi que le Maroc et le Soudan, à établir des relations diplomatiques complètes avec l'État hébreu par le biais des Accords d'Abraham de 2020. Dans un entretien publié le 12 octobre de la même année par *Middle East Eye*, Haniyeh a déclaré : « Trump a une stratégie qui repose sur trois éléments. Le premier est de liquider la cause palestinienne ; le deuxième est de forger une alliance régionale entre Israël et un certain nombre de régimes de la région ; le troisième est de diviser la région en deux camps : amis et ennemis ».

L'administration Biden n'a pas voulu être en reste dans ce processus et, au cours des derniers mois, elle a tenté de rallier l'Arabie saoudite à cette initiative. Ces dernières semaines, des rumeurs ont circulé sur l'imminence d'un accord israélo-saoudien, qui mettrait à

Effets des destructions causées par les bombardements israéliens à l'est de Khan Younis dans le sud de la bande de Gaza, 12 novembre 2023./LOAY AYYOUB POUR THE WASHINGTON POST VIA GETTY IMAGES

## Les tensions entre le Fatah et le Hamas, les deux principales formations palestiniennes, n'ont fait qu'augmenter depuis le 7 octobre 2023

mal la solution dite des deux États, puisque la couronne saoudienne se désengagerait de la question palestinienne, en échange d'un traitement privilégié de la part de Washington. Les attentats du 7 octobre représentent un missile dans la ligne de flottaison de cette approche en montrant que la normalisation israélo-arabe ne contribuera pas à la résolution du conflit israélo-palestinien, mais l'aggraverait plutôt, car elle ignore les revendications nationales palestiniennes et ouvre la voie à une éventuelle annexion du territoire occupé par Israël.

Les déclarations de Haniyeh doivent être interprétées, dans le même temps, comme une fermeture des rangs de l'aile politique du Hamas avec l'aile militaire de l'organisation : les Brigades Ezzedine Al Qassam. Au cours des dernières années, les relations entre le Bureau politique et la branche armée n'ont pas été exemptes de frictions. En effet, les principaux dirigeants du Hamas ne vivent pas dans la bande de Gaza, mais en Turquie et au Qatar, qui sont devenus les principaux alliés de cette organisation islamiste. Il convient de noter que le Qatar est devenu le principal soutien des Frères musulmans après les *printemps arabes* et que le Hamas n'est rien d'autre que la branche palestinienne de la Confrérie. Après l'opération « Pilier de défense » en 2012, l'émir Hamad Ben Khalifa s'est rendu dans la bande de Gaza et a promis une aide de 400 millions de dollars, pour reconstruire les infrastructures civiles endommagées, notamment des centrales électriques, des routes et des hôpitaux.

Suite à l'opération « Bordure protectrice » en 2014, le Qatar s'est engagé à financer les frais d'électricité de la bande, ainsi que les salaires des fonctionnaires de l'administration islamiste et à fournir une aide de 100 dollars aux familles précarisées, le tout avec la bénédiction du gouvernement israélien qui craignait une flambée de violence suite à la détérioration des conditions de vie, due au blocus de la bande. Grâce à cette aide qatarie de 30 millions de dollars par mois, la situation économique s'est légèrement améliorée, entraînant une plus grande stabilité. C'est Gantz lui-même, ministre de la Défense de 2020 à 2022, qui a donné le feu vert à l'aide qatarie, notant que cela « garantit que l'argent parvienne à ceux qui en ont besoin, tout en préservant les besoins de sécurité d'Israël ».

Contrairement aux dirigeants politiques établis à l'étranger, le commandement militaire de l'organisation islamiste réside dans la bande de Gaza, appauvrie. Muhammad Deif, son chef, jouit d'une totale autonomie pour définir sa stratégie en dehors du Bureau politique. Son principal soutien est l'Iran qui, malgré les difficultés liées aux sanctions internationales, a continué à soutenir les Brigades Ezzedine Al Qassam au cours de la dernière décennie. De fait, le Hamas est l'un des maillons du dit

Axe de résistance dirigé par l'Iran, qui comprend également le président syrien Bachar Al Assad, le Hezbollah et d'autres milices chiïtes dans tout le Moyen-Orient. L'aile militaire a réussi à imposer ses vues à l'aile politique ces dernières années, comme en témoigne le rétablissement des relations avec le régime syrien, qui avaient été rompues depuis que la direction politique du Hamas avait soutenu le soulèvement populaire contre Al Assad au cours des *printemps arabes*. Tout cela malgré l'opposition du Qatar, qui considérait que le président syrien devait être tenu pour responsable des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, perpétrés depuis 2011.

Ainsi, l'objectif principal de l'attaque du 7 octobre des Brigades Ezzedine Al Qassam serait, en ligne avec les intérêts de l'Iran, de torpiller les tentatives de normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite. Un accord entre les deux pays aurait deux grands perdants : d'une part, le mouvement nationaliste palestinien, qui verrait Israël intensifier sa politique de colonisation et d'annexion et d'autre part, l'Iran et ses alliés régionaux, qui verraient leur isolement régional s'accroître.

### LE CLIVAGE ENTRE LE HAMAS ET LE FATAH

Les tensions entre le Hamas et le Fatah n'ont fait qu'augmenter depuis le 7 octobre. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, s'est désolidarisé de l'attaque menée par l'organisation islamiste, déclarant que « les politiques, les programmes et les décisions de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), représentent le peuple palestinien et non les politiques d'une quelconque autre organisation ». La tiédeur de la condamnation est étroitement liée à la nécessité de manifester sa solidarité avec les souffrances de la population palestinienne de Gaza et à la faiblesse manifeste de l'Autorité palestinienne, qui contrôle à peine 40 % de la Cisjordanie, divisée en plusieurs cantons sans continuité territoriale.

Il convient de rappeler que le Fatah et le Hamas, les deux principales formations palestiniennes, sont engagés dans une lutte tendue pour l'hégémonie politique. Leur rivalité remonte à loin et a beaucoup à voir avec leurs positions sur le processus de paix, la relation avec Israël et la nature d'un éventuel État palestinien. Le Hamas a vu le jour en 1988, peu après l'éclatement de la première Intifada et au plus fort de l'essor de l'islam politique, dans l'ensemble du monde arabe. La même année, l'OLP a adopté la Déclaration d'Alger, proclamant symboliquement la création d'un État palestinien sur la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est, territoires occupés par Israël depuis la guerre des Six Jours de 1967. Dans le même temps, les dirigeants palestiniens ont reconnu le droit d'Israël à exister sur le territoire restant (78 % de la Palestine historique) et ont renoncé à recourir à la lutte armée pour atteindre cet objectif. Cette étape ne peut être comprise sans référence au Septembre noir jordanien de 1970 et à l'évacuation de Beyrouth en 1982, qui ont mis en évidence les limites de la formule « seuls les fusils parlent ».

Le Hamas, quant à lui, a condamné ce mouvement comme une trahison et a appelé dans sa Charte nationale au djihad, pour libérer l'ensemble de la Palestine, où

Le président turc, Erdogan (C) avec le président palestinien, Abbas (G) et le chef du bureau politique du Hamas, Haniyeh (D). Ankara, le 26 juillet 2023./ MUSTAFA KAMACI/ANADOLU AGENCY VIA GETTY IMAGES



il entendait établir un État islamique régi par la charia. Après la signature des Accords d'Oslo en 1993, le Hamas a accusé le Fatah d'avoir accepté une autonomie partielle de la population, au lieu d'un État souverain et indépendant sur l'ensemble des territoires occupés. Dès lors, l'organisation islamiste s'est lancée dans une campagne dévastatrice d'attentats suicides contre des cibles civiles pour tenter de torpiller le processus de paix, ce qu'elle a réussi à faire avec l'aide précieuse des secteurs ultranationalistes israéliens, qui ont torpillé les négociations de paix, et du mouvement messianique des colons, qui a tué le premier ministre Yitzhak Rabin en 1995.

Cependant, après un processus d'autocritique dû à l'échec de l'Intifada d'Al Aqsa en 2000, l'organisation islamiste a décidé de prendre ses distances avec le terrorisme et a opté pour une position plus pragmatique qui l'a amenée à participer aux élections de 2006 au Conseil législatif palestinien, une entité créée par les Accords d'Oslo. Dans son programme électoral, il a accepté, pour la première fois, la création d'un État palestinien souverain et indépendant sur la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est comme formule de résolution du conflit, une position qu'il a réaffirmée dans son document politique de 2017. Lors de ces élections, la formation islamiste a remporté une victoire confortable sur son rival traditionnel, en grande partie grâce à la lassitude générée à l'égard d'un processus de négociation qui n'a pas fait avancer le projet national palestinien, mais qui a plutôt approfondi la colonisation israélienne et instauré un système d'*apartheid*.

Après cette victoire électorale, les tensions entre les deux formations se sont aggravées jusqu'à ce que, durant l'été 2007, un véritable naufrage s'ensuive avec la prise de contrôle de Gaza par le Hamas et le renforcement de la position du Fatah en Cisjordanie. Depuis lors, le Qatar et d'autres pays arabes ont tenté à plusieurs reprises, d'amener les deux formations à enterrer la hache de guerre et à former un gouvernement d'unité nationale, mais cela s'est toujours heurté à l'opposition catégorique

d'Israël, qui a opté pour la stratégie « diviser pour régner » afin de tenter de fragmenter la rue palestinienne.

Ces derniers mois, le Hamas semblait être parvenu à un compromis tacite avec le gouvernement de Nétanyahou, selon lequel il empêcherait les attaques en provenance de Gaza, en échange de l'autorisation d'acheminer l'aide destinée à atténuer la crise humanitaire. L'attaque du 7 octobre a toutefois complètement bouleversé la donne. Cette démonstration de force du Hamas contraste avec la faiblesse manifeste du Fatah, l'organisation à la tête de l'OLP et de l'Autorité palestinienne. Depuis l'échec des négociations de paix au Sommet de Camp David en 2000, les gouvernements israéliens de tous bords ont mené une campagne de harcèlement et de démolition contre l'Autorité palestinienne. D'abord contre Yasser Arafat, puis contre Mahmoud Abbas, qui ont tous deux été discrédités en tant qu'interlocuteurs valables. Tout cela alors que le projet israélien de colonisation de la Cisjordanie continue de progresser inexorablement avec l'établissement, de plus de 200 colonies habitées par 700 000 colons, dans un message clair qu'Israël ne permettra jamais la création d'un État palestinien viable sur les territoires occupés.

Punir les modérés et récompenser les radicaux s'est avéré être une stratégie risquée. Dans ce scénario « le pire est le meilleur », le Hamas est pour Nétanyahou l'ennemi idéal, mais il ne faut pas oublier que le Hamas n'existait pas lorsque la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza ont été occupées au cours de la guerre des Six jours de 1967. Le Hamas n'aurait guère de position dominante sur la scène politique si la colonisation ne s'était pas intensifiée jusqu'à des extrêmes inimaginables et si l'Autorité palestinienne avait pu faire valoir auprès de la population, un quelconque succès, aussi minime soit-il, de son engagement en faveur de la voie négociée. Bien que conscientes de cette situation, les autorités israéliennes ont choisi de miner la crédibilité d'Abbas au point de le rendre pratiquement insignifiant et, aujourd'hui, sa figure est fortement rejetée par la société palestinienne./